

Juin 2005

# LA LETTRE DE LA CPI

# 4

## SOMMAIRE

Editorial	p.1
Ouverture du bureau extérieur de la CPI à Kampala	p.1
Le Procureur ouvre une enquête au Darfour	p.1
Visite du président aux États-Unis.	p.2
La coopération des états et leur assistance à la CPI : un défi collectif	p.3
La matrice des affaires : innover grâce à la pratique	p.4
Le Greffe organise des séminaires de formation en RDC à l'intention des magistrats des Ministères de la justice et de la défense	p.5
SPVR – La sensibilité aux comportements discriminatoires fondés sur le sexe	p.6
Le fonds au profit des victimes : derniers développements	p.7
Dernières nouvelles concernant l'Assemblée des États parties	p.8
99 États parties au Statut.	p.9
La CPI fête la Journée internationale de la femme	p.9

Visitez notre site Internet :  
<http://www.icc-cpi.int>

## ÉDITORIAL

Une place particulière pour les victimes

Le Statut de Rome prévoit une place particulière pour les victimes : elles ont en effet la possibilité de participer aux procès et de demander des réparations. Cette reconnaissance est tout à fait nouvelle dans l'histoire de la justice pénale internationale et contraste avec les procédures des tribunaux *ad hoc*, devant lesquels les victimes ne peuvent être que témoins. La Cour a donc mené une réflexion approfondie sur la participation des victimes afin de se donner les meilleurs moyens pour reconnaître pleinement les victimes tout en assurant le bon déroulement des procès.

Cependant la Cour ne pourra pas à elle seule accomplir cette mission essentielle à la justice. En effet, pour que les dispositions du Statut de Rome ne restent pas lettre morte, il faut identifier les victimes potentielles, leur faire connaître leurs droits et en garantir la réalisation. Les femmes et les enfants, qui sont les principales et les plus vulnérables des victimes, doivent être notre priorité à tous. Il faut donc que l'information sur la Cour soit bien relayée. Il faut aussi que des personnes soient formées pour rapprocher la Cour des victimes. Les États et les ONG doivent donc être engagés aux côtés de la Cour. Nous avons consacré une place particulière dans cette lettre à ce sujet.

Bruno Cathala, Greffier

## LE PROCUREUR OUVRE UNE ENQUÊTE AU DARFOUR

Le Procureur de la Cour pénale internationale, M. Luis Moreno-Ocampo, a décidé d'ouvrir une enquête sur la situation au Darfour, au Soudan. Suite au renvoi adressé par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies le 31 mars 2005, le Procureur a reçu les archives documentaires de la Commission internationale d'enquête sur le Darfour. Le Bureau du Procureur a par ailleurs recueilli des milliers de documents auprès de sources variées. Il a également consulté plus de 50 experts indépendants. Après une analyse minutieuse, le Procureur a conclu que les conditions fixées dans le Statut pour l'ouverture d'une enquête étaient réunies. Le texte du communiqué de presse est disponible à l'adresse suivante : <http://www.icc-cpi.int/press/pressreleases/107.html&l=fr>

## OUVERTURE DU BUREAU EXTÉRIEUR DE LA CPI A KAMPALA

Début 2005, la CPI a ouvert son premier bureau extérieur à Kampala, la capitale ougandaise. Ces locaux, où travaillent les représentants du Bureau du Procureur ainsi que ceux du Greffe, ont pour objectif principal de faciliter le travail de la Cour pour répondre aux besoins logistiques des représentants venant de la Haye, tels que la mise à disposition d'espaces de travail, d'un soutien administratif, de véhicules et d'équipement. Le bureau de Kampala servira aussi à la communication entre la Cour et les communautés concernées au premier degré par les activités de la CPI.

Le Greffier de la CPI, M. Bruno Cathala, a été le premier haut responsable de la Cour à visiter ce bureau lors de sa visite, à Kampala à la mi-avril 2005. Lors de ce voyage, il a rencontré des membres du Gouvernement ougandais, des représentants des médias et des ONG. La CPI envisage d'ouvrir prochainement un autre bureau de liaison à Kinshasa en RDC.

## VISITE DU PRESIDENT AUX ÉTATS-UNIS.

**D**u 27 mars au 1<sup>er</sup> avril 2005, le Président de la CPI, le juge Philippe Kirsch a effectué une visite de cinq jours à New York et à Washington.

À New York, le Président Kirsch a prononcé un discours à l'Université de Pace dans le cadre de la série de conférences annuelles de Blaine Sloan sur le droit international. Il s'est également adressé au Conseil pour les relations avec l'Étranger à New York. Le modérateur, le professeur Anne-Marie Slaughter, a salué « le rassembleur en chef » en la personne du juge Philippe Kirsch. Elle a rappelé à cette occasion son rôle décisif à la présidence du Comité plénier pendant la Conférence de Rome.

Le Président s'est par ailleurs entretenu avec le Prince Zeid, Président sortant de l'AEP, ainsi qu'avec son successeur, l'Ambassadeur Bruno Stagno Ugarte. Il s'est également entretenu avec M. Kanu, Ambassadeur de la Sierra Leone aux Nations Unies et coordinateur du groupe de travail de New York établi par l'AEP. Il a pris part en dernier lieu aux réunions avec les ONG et les Amis de la Cour.

Lors de son séjour à Washington, le Président Kirsch a prononcé un important discours devant l'Organisation des États Américains dans le cadre de la série de conférences des Amériques.

Le discours a été diffusé en direct dans tous les États américains. Le Président Kirsch a été reçu par Tom Lantos, membre du Congrès des États-Unis et co-président du comité des droits de l'homme au Congrès. Il s'est entretenu ensuite avec des cadres du comité chargé des relations internationales et juridiques au Congrès des États-Unis. Durant sa visite, aussi bien à New York qu'à Washington, le Président Kirsch a donné des entretiens à la presse écrite, radio phonique et télévisée.



President Kirsch et Tom Lantos, membre du Congrès.

© : Citizens for Global Solutions

### En bref :

#### Le Ministre français des affaires étrangères rend visite à la CPI

Le mardi 19 avril 2005, le Ministre français des affaires étrangères, M. Michel Barnier, a rendu visite à la Cour pénale internationale, où il s'est entretenu successivement avec le Président de la CPI, M. Philippe Kirsch, le Procureur, M. Luis Moreno-Ocampo, et le Greffier, M. Bruno Cathala. Il a confirmé que la France continuerait de soutenir l'action de la Cour, tout particulièrement après l'adoption de la résolution 1593 par laquelle le Conseil de sécurité a déféré à la CPI la situation au Darfour. Il a également annoncé que, comme en 2004, la France contribuerait à hauteur de 150 000 euros au Fonds au profit des victimes.

#### Séance d'information à l'intention du corps diplomatique

Mardi 1<sup>er</sup> Mars 2005, une séance d'information a été organisée à l'intention du corps diplomatique au siège de la Cour Pénale Internationale. Conformément à l'engagement de la Cour de maintenir un dialogue fructueux avec les États parties, le juge Philippe Kirsch, Président de la CPI, M. Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la CPI, M. Bruno Cathala, Greffier de la CPI et M. Medard Rwelamira, Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États parties, ont informé les diplomates en poste aux Pays-Bas et en Belgique du travail réalisé jusque-là ainsi que des projets en cours. Les exposés ont été suivis d'une séance de questions-réponses, et le Président Kirsch a clos la séance en invitant les personnes présentes à participer aux autres séances d'information du corps diplomatique prévues pour 2005.

#### Réunion du groupe de travail du conseil de l'UE sur le droit International public

Les 16 et 17 février 2005, le Groupe de travail du Conseil de l'Union européenne sur le droit international public(COJUR) a tenu à Bruxelles une réunion sur le thème Droit international public/Cour internationale.

Le Groupe a notamment discuté de la négociation d'un protocole d'accord entre les États membres et la Cour pénale internationale, de l'indemnisation des victimes, de la CPI dans le contexte du renforcement du droit international humanitaire et des accords de coopération entre l'UE et la CPI. Les participants ont par ailleurs échangé leurs premières impressions sur les préparatifs de la quatrième session de l'Assemblée des États parties. MM. Bruno Cathala, Greffier de la CPI, et Ralph Martens, responsable de la Direction des services administratifs communs, ont été invités, le premier jour de la réunion, à intervenir devant le Groupe sur la question de la préparation du budget 2006 de la Cour.

**Visitez notre site Internet : <http://www.icc-cpi.int>**

# LA COOPÉRATION DES ÉTATS ET LEUR ASSISTANCE À LA CPI : UN DÉFI COLLECTIF

**L**a Cour pénale internationale est à présent pleinement opérationnelle et elle est sur le point d'entamer sa première procédure judiciaire. En réponse à des saisines de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo, le Procureur de la CPI mène des enquêtes sur des allégations de crimes perpétrés dans ces deux États. La procédure a été entamée au plan de l'examen préliminaire, et l'engagement de l'ensemble de la procédure judiciaire pourrait à présent intervenir à tout moment.

La coopération des États est un principe fondamental du Statut de Rome de la CPI, signé par 139 États et ratifié à ce jour par 99. Elle est essentielle pour stimuler et accompagner la réaction internationale aux crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale.

Dès le début, cette coopération a été fondamentale pour les travaux de la CPI, et elle le restera. La Cour ne disposant de sa propre force de police, capable d'exécuter ses décisions ou ses ordonnances, elle s'appuie sur les États pour mener à bien de nombreuses tâches. Le chapitre IX du Statut de Rome oblige les États parties à coopérer avec la CPI. La Cour ne peut pas fonctionner correctement sans le plein appui et l'engagement des États.

La CPI a besoin, en premier lieu, du soutien sans réserve de l'État sur le territoire duquel le crime a été commis, ainsi que de l'État dont l'auteur du crime est ressortissant. Ces États sont particulièrement bien placés pour saisir la Cour d'une situation et lui fournir une assistance en relation avec l'enquête et les poursuites auxquelles doit donner lieu le crime allégué. Cette assistance comprend les différentes formes de coopération envisagées à l'article 93 du Statut, telles que la production d'éléments de preuve, l'interrogatoire des personnes, la prise des dépositions, l'exécution de perquisitions et de saisies, la protection des témoins et des victimes, et la préservation des éléments de preuve.

Ce qui précède ne minimise en rien l'importance de la coopération des autres États. Ceux-ci, qu'ils soient ou non parties au Statut, peuvent aider la CPI à tout moment, en particulier dans des situations, par exemple, où ils ont arrêté et incarcéré une personne qui fait l'objet d'une enquête ou de poursuites, ou lorsqu'ils détiennent des informations concernant la situation en question. Pour exemple, l'exécution d'un mandat d'arrêt, la remise à la Cour de personnes ou la présentation d'éléments de preuve exigent un effort collectif de tous les États, et pas seulement de ceux directement affectés par la situation dont a été saisie la CPI. Le Statut autorise expressément les États non parties au Statut à conclure des arrangements ou des accords ponctuels avec la Cour pour faciliter la coopération et l'assistance.

La CPI aura besoin du soutien et de la coopération des États à toutes les étapes de la procédure : il lui faut un appui logistique au stade de l'enquête. Par exemple, les États peuvent la soutenir dans ses activités en mettant à sa disposition des équipes de médecins légistes et des traducteurs, de même qu'un équipement permettant au personnel de la Cour de mener ses enquêtes. Les États peuvent en outre faciliter lesdites enquêtes en concluant des accords permettant le partage et le traitement confidentiels d'informations sensibles.

La CPI a également besoin du soutien des États pour faciliter l'engagement et la conduite de la procédure judiciaire. La coopération des États est nécessaire pour retrouver les personnes, procéder à leur arrestation et assurer leur remise à la Cour. La coopération et l'assistance sont par ailleurs utiles pour permettre aux témoins et aux victimes de comparaître devant la CPI et pour assurer leur protection. Les États peuvent en particulier faciliter le travail de la Cour en concluant des accords sur la réinstallation et la fourniture d'un appui aux victimes traumatisées ou menacées, aux témoins et aux autres personnes

exposées à des risques en raison de leur témoignage.

Les États peuvent également renforcer l'efficacité de la procédure en adoptant une législation qui permettra aux pouvoirs publics nationaux de donner suite aux demandes de la CPI et d'exécuter ses décisions. De façon plus générale, cette législation est essentielle pour faciliter l'exécution efficace et sans heurts des demandes de la Cour et le fonctionnement harmonieux de cette dernière.

Après les condamnations, les États peuvent aider la CPI en se déclarant prêts à appliquer les peines d'emprisonnement. La Cour peut alors conclure des arrangements bilatéraux avec eux en vue d'établir « un cadre pour la réception des personnes qu'elle a condamnées ». Ces accords sont négociés sous l'autorité de la Présidence de la CPI puis conclus par le Président de la Cour avec les États parties concernés.

La CPI n'a pas seulement besoin du soutien collectif des États, mais aussi de la coopération et de l'assistance des organisations internationales, telles que l'Organisation des Nations Unies, Interpol et les organisations régionales. Elle a déjà conclu un accord régissant ses relations avec l'ONU. Cet accord constitue une base solide pour la coopération entre la CPI et l'ONU, tout en reconnaissant que la Cour est une institution judiciaire indépendante et permanente. La CPI mène actuellement d'autres négociations en vue d'obtenir le soutien politique, l'appui logistique et le partage d'informations dont elle a besoin. Le degré de coopération et d'appui fourni à la CPI par l'intermédiaire de ce cadre d'assistance internationale à plusieurs niveaux sera crucial pour les premières mesures opérationnelles prises par la Cour et pour constituer une solide base de départ dans la perspective des procédures à venir.



# LA MATRICE DES AFFAIRES :

•Le Bureau du Procureur

# 4

# INNOVER GRÂCE À LA PRATIQUE

L'une des fonctions de la Section des avis juridiques (SAJ) du Bureau du Procureur est l'appui pour l'action en justice. Dans le troisième numéro de la Lettre de la CPI, nous avons brièvement présenté les différents services et outils juridiques électroniques mis au point par la SAJ. Le plus innovateur d'entre eux est sans doute la matrice des affaires, application de gestion des affaires associée à des services de référence juridique.

En sa qualité de co coordinateur de l'équipe chargée de la phase de mise en place du Bureau du Procureur, M. Bergsmo, chef de la SAJ, a effectué des recherches sur les logiciels de gestion des affaires existants avant de se lancer dans la conception de la matrice des affaires. Il a rencontré à plusieurs reprises les responsables du Serious Fraud Office du Royaume-Uni, du Crown Prosecution Service de l'Angleterre et du Pays de Galles, du Projet informatique de justice pénale du Royaume-Uni et de l'Oberlandesgericht à Cologne (Allemagne), et a facilité la réalisation d'une étude sur les applications de gestion des affaires utilisées par d'autres institutions judiciaires chargées de traiter des cas d'infractions graves ou d'autres affaires dans lesquelles les faits sont particulièrement complexes. L'expérience d'autres tribunaux pénaux internationaux en matière d'instruments de gestion des éléments de preuve et des affaires (par exemple les applications graphiques de présentation des preuves telles que CaseMap) a également été étudiée de près avant que M. Bergsmo ne développe le concept de la matrice des affaires et ne mette au point cette dernière.

D'après Morten Bergsmo, "une observation attentive des modes de travail ayant pour inconvénient d'allonger les procédures au TPIY et dans d'autres tribunaux pénaux internationaux a mis en exergue le problème auquel sont confrontées les équipes chargées des enquêtes et des poursuites lorsqu'elles souhaitent avoir un aperçu général des informations et des preuves potentielles. Les procureurs finissent par ne plus avoir d'image générale de l'affaire en raison de l'énorme volume des documents et du nombre très élevé de témoins potentiels. La portée factuelle des affaires devient alors trop large et les listes des preuves et des témoins trop longues, exposant ainsi inutilement les juridictions pénales internationales à des critiques extérieures quant à la longueur de la procédure. Cette lacune fondamentale en ce qui concerne la possibilité de bénéficier d'un aperçu général a pu indirectement porter atteinte à la crédibilité de l'exercice de la justice pénale internationale".

L'objectif initial de la matrice des affaires était de résoudre ce problème d'aperçu général de l'ensemble des informations. La matrice permet de disposer d'une base de données dans laquelle les informations et les preuves potentielles peuvent être organisées en fonction de la structure juridique des crimes concernés et des modes de responsabilité. Les informations qui permettent

d'incriminer ou d'exonérer une personne des crimes qui lui sont imputés sont directement liées à des blocs standard de crimes et de modes de responsabilité, et plus spécifiquement à leurs éléments constitutifs ou aux conditions juridiques qui leur sont associées. Cela permet d'obtenir une image détaillée de l'ensemble des preuves potentielles dans les affaires où les faits sont complexes, conformément à la logique du droit qui est en fin de compte celle qu'il convient de respecter au delà de tout doute raisonnable. Chaque utilisateur ayant accès, dans la matrice des affaires, au dossier d'une affaire particulière peut facilement connaître son état de préparation, vérifier s'il est complet et évaluer ses points forts. La matrice des affaires a également une fonction distincte de mise à disposition de références juridiques. Premièrement, les éléments de chaque crime et les conditions juridiques associées aux modes de responsabilité applicables sont rattachés par un lien hypertexte au commentaire juridique en ligne des dispositions pertinentes. Ce commentaire, qui totalise 850 pages, indique l'ensemble des sources juridiques internationales pertinentes pour l'élément ou la condition en question, et cite les principales sources. Il a été préparé sur la base d'un texte écrit par une équipe de juristes précédemment employés par le TPIY, et il est sur le point d'être publié. Les droits de propriété intellectuelle sont protégés. Deuxièmement, chaque élément du crime considéré ou chaque condition juridique associée aux modes de responsabilité applicables est rattaché à une liste des preuves requises. Ces listes servent d'orientation pour l'apport des preuves exigées par le droit. Il peut y avoir plusieurs dizaines d'éléments de preuve pour chaque élément de crime. Chaque élément de preuve est rattaché par un lien hypertexte à une référence juridique expliquant sa pertinence pour le titre ou la catégorie de faits présentés comme éléments de preuve, avec les citations correspondantes dans la source. D'autres fonctions encore sont en cours d'ajout à chaque référence juridique.

Le Bureau du Procureur de la CPI a conclu avec l'Université de Sarrebruck un accord de développement technique qui permettra de renforcer l'application logicielle grâce à laquelle fonctionne la matrice des affaires. Le travail d'analyse juridique est déjà terminé, grâce aux travaux de recherche et de développement intensifs réalisés au sein de la SAJ. Dans quelques mois seulement, l'application sera basée sur un logiciel libre, qui permettra son exportation ainsi que son utilisation par de nombreux utilisateurs simultanés dans des affaires où les faits sont extrêmement complexes. La SAJ est en contact avec des experts en informatique et en droit de différents pays, dont elle obtient des idées et des conseils sur la façon de développer le mieux possible la matrice des affaires et d'une façon plus générale le Projet d'outils juridiques. Une attention particulière est apportée à ces outils.

La matrice des affaires a déjà été traduite en



Gilbert Bitti et Morten Bergsmo (SAJ)

bahasa indonésien et en arabe. Elle a été installée à la Direction des affaires criminelles internationales du Bureau du Procureur général de l'Indonésie. C'est le Centre norvégien pour les droits de l'homme (NORDEM) qui a financé cette traduction ainsi que la formation nécessaire pour faciliter la mise en place de l'application. De même, l'Institut international des droits de l'homme de l'Université DePaul a financé la traduction de la matrice des affaires en arabe et pris à sa charge les dépenses d'intégration du logiciel dans la formation des juges, des juges d'instruction et des procureurs du Tribunal spécial pour l'Iraq. Les travaux entrepris par M. Bergsmo pour l'adoption de la matrice des affaires par les tribunaux nationaux et internationaux n'ont rien coûté à la CPI. Au vu de l'énorme intérêt que la matrice a suscité auprès d'autres tribunaux, le Bureau du Procureur de la CPI a l'intention de la mettre progressivement à la disposition des utilisateurs dans le monde entier, et non plus dans le seul contexte de la Cour ; il le fera en tout cas d'une façon permettant de déterminer avec soin les besoins des utilisateurs et de connaître leurs réactions afin de pouvoir renforcer en permanence le niveau de qualité de la matrice.

M. Bergsmo fait remarquer que les coûts de recherche et de développement de la matrice des affaires sont minimes. Cet aspect là est important car l'une des raisons pour lesquelles a été lancé le Projet d'outils juridiques, dont fait partie la matrice des affaires, est la réduction des coûts en termes de ressources humaines au moyen d'un dispositif qui permet à chaque juriste, enquêteur et analyste de trouver les réponses à la plupart de ses questions juridiques à partir de son ordinateur de bureau ou de son ordinateur portable. M. Bergsmo souligne que « sans l'aide active des stagiaires de la SAJ et du personnel engagé par la Section sur la base de contrats de courte durée, il n'aurait pas été possible de lancer le Projet d'outils juridiques. Si cette application innovante mise au point par la SAJ peut devenir d'utilité universelle, c'est grâce à leur dur labeur ».

Visitez notre site Internet : <http://www.icc-cpi.int>

# LE GREFFE ORGANISE DES SÉMINAIRES DE FORMATION EN RDC À L'INTENTION DES MAGISTRATS DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA DÉFENSE

*Kinshasa (11 et 12 avril), Kisangani (14 et 15 avril), Lubumbashi (17 et 19 avril)*

Une délégation de la Direction du service de la Cour et de la Direction des victimes et des conseils du Greffe de la Cour pénale internationale a organisé entre le 11 et le 19 avril 2005 une série de séminaires à l'intention des magistrats civils et militaires des Ministères de la justice et de la défense de la République démocratique du Congo (RDC). Ces séminaires, d'une durée de deux jours chacun, ont eu lieu dans les trois principales villes de la RDC, d'abord à Kinshasa (10-12 avril), puis à Kisangani (14-15 avril) et enfin à Lubumbashi (17-19 avril). Le Greffier de la Cour pénale internationale, M. Bruno Cathala, a participé à la séance d'ouverture du séminaire de Kinshasa.

Les séminaires avaient pour but d'informer les participants sur le mandat et le cadre juridique de la Cour. Ils portaient sur des questions liées à la justice pénale internationale, à l'histoire de la Cour pénale internationale, à la structure et aux organes de la Cour, au Règlement de procédure et de preuve, ainsi qu'au principe

de complémentarité. Les autres questions couvertes étaient les droits des victimes et des accusés devant la Cour, la détention, les procédures concernant la coopération judiciaire et l'assistance internationale.

Plus de 300 personnes ont participé aux trois séminaires au cours desquels Maître Ngele Deo Masuda, juriste à la Cour suprême et ancien Ministre de la justice de la RDC, a présenté un exposé sur les aspects relatifs au fond et à la procédure du système de justice pénale de son pays.

Le jeudi 2 avril, les membres de la délégation du Greffe de la CPI ont participé à un séminaire d'une journée organisé par le Ministère des affaires étrangères et intitulé « Mieux connaître la CPI, pour mieux coopérer ».



Séminaire de la CPI - Kisangani

© ICC-CPI/Le Greffe

## En bref :

Le 12 avril 2005, le Greffier, M. Bruno Cathala, le chef de la Direction du service de la Cour, M. Marc Dubuisson, et le porte-parole de la Cour, M. Ernest Sagaga, ont rencontré des journalistes occupant des postes à responsabilité à la télévision, à la radio et dans la presse écrite congolaise basée à Kinshasa. La représentante de la Section de l'information et de la documentation s'est par ailleurs entretenue avec les représentants des médias à Kisangani et Lubumbashi dans le but d'établir de solides relations de travail avec les organes de presse installés en RDC, pour pouvoir leur fournir des informations précises sur les activités de la Cour, et aussi pour :

- connaître leur avis en ce qui concerne notre stratégie intégrée de sensibilisation et d'information, et déterminer comment, selon eux et sur la base de leur propre expérience en qualité de journalistes, la Section de l'information et de la documentation pourrait les aider le plus efficacement possible ;
- les informer de l'existence du programme de professionnels invités et du programme de stages de la Cour, et les encourager à participer à ces programmes ;
- évaluer le degré d'intérêt pour une participation à de futurs programmes de sensibilisation des médias aux activités de la CPI ;
- discuter du principe de la publication, par la CPI, d'articles sur les principaux messages de la Cour dans les journaux locaux et de la réalisation de communiqués destinés aux stations de radio locales ;
- connaître les premières réactions des journalistes venus à La Haye pour suivre les activités de la Cour ;
- échanger des coordonnées afin de les ajouter à la liste d'adressage de la Section pour l'ensemble des produits d'information.

La délégation a également rencontré les représentants de nombreuses ONG dans les trois villes dans lesquelles elle s'est rendue afin de pouvoir discuter de la coopération en cours avec la CPI.

Visitez notre site Internet : <http://www.icc-cpi.int>

# SPVR – LA SENSIBILITÉ AUX COMPORTEMENTS DISCRIMINATOIRES FONDÉS SUR LE SEXE

La journée internationale de la femme, en mars dernier, a été l'occasion de rappeler que la sensibilité aux comportements discriminatoires fondés sur le sexe est une question hautement prioritaire pour la CPI. Les différents droits dont jouissent les victimes figurent parmi les aspects les plus novateurs du statut de Rome. Ces droits sont indispensables à l'exercice efficace de la justice, dans la mesure où ils constituent le pendant de la fonction rétributive de la Cour. Les droits des victimes devant la CPI permettront également de s'assurer que les groupes particulièrement vulnérables, au nombre desquels il faut compter les victimes de sexe féminin, soient pris en compte dans la procédure judiciaire.

Tous les organes de la CPI ont un vaste mandat en ce qui concerne les victimes. Aux termes de l'article 68 du Statut de Rome de la CPI, « [l]a Cour prend les mesures propres à protéger la sécurité, le bien-être physique et psychologique, la dignité et le respect de la vie privée des victimes et des témoins. Ce faisant, elle tient compte de tous les facteurs pertinents, notamment l'âge, le sexe [...] et l'état de santé, ainsi que la nature du crime, en particulier, mais sans s'y limiter, lorsque celui-ci s'accompagne de violences à caractère sexuel, de violences à caractère sexiste ou de violences contre des enfants ».

Au-delà de ces protections et considérations, les victimes sur le sort desquelles se penche la CPI peuvent toutefois jouer un rôle supplémentaire. Au lieu de se limiter à servir de témoins dans le cadre des poursuites ou de bénéficier de la condamnation de l'auteur du crime, elles sont autorisées par la Cour à lui faire connaître leur point de vue et à demander réparation. La Section de la participation des victimes et des réparations (« SPVR »), qui

fait partie du Greffe, facilitera la participation des victimes aux activités de la Cour et l'examen par cette dernière de leurs demandes de réparation.

Il n'en demeure pas moins que ces droits spécifiques ne pourront jamais se concrétiser si les principes fondamentaux de l'article 68 ne sont pas pleinement intégrés dans le processus qui permet aux victimes de participer et de demander réparation à la Cour. La SPVR, qui reconnaît cet état de fait, s'est lancée dans la mise au point d'une méthode d'exécution de son mandat d'une manière qui tienne compte, entre autres, des besoins spécifiques des victimes de sexe féminin. La Section sait qu'il faut prendre des précautions supplémentaires en ce qui concerne le traitement des victimes de sexe féminin, car les victimes de crimes à caractère sexuel souffrent souvent bien davantage que les autres de crainte, de honte et de stigmatisation.

S'il est évident qu'aussi bien les hommes que les femmes doivent participer sur un pied d'égalité à la procédure judiciaire, cela ne se fera pas sans que des dispositions soient prises spécialement pour aider les victimes de sexe féminin. Étant donné que la procédure mise en place par la Cour pour la participation des victimes et les réparations est une procédure personnalisée, les droits des différents groupes de victimes ne peuvent être pleinement respectés que si ces groupes ont connaissance de ces droits et sont en mesure de présenter leur demande en toute sécurité et sans crainte. Les groupes particulièrement vulnérables, y compris les victimes de sexe féminin, seront très nettement sous représentés en tant que participants devant la Cour si des mesures ne sont pas prises pour s'assurer qu'ils ont conscience de leurs droits et qu'ils auront pleinement accès à la procédure devant la Cour.

La SPVR a mis tous les moyens en oeuvre, dans le cadre de ses activités liées aux nombreux volets de son mandat, pour tenir compte des caractéristiques propres à l'un ou l'autre sexe. Elle est également sur le point d'adopter des mesures spécifiques afin de s'assurer que cette approche se manifeste de façon tangible dans l'exécution de ses tâches, notamment sur le terrain.

Pour s'assurer que les victimes de sexe féminin puissent bénéficier sur un pied d'égalité de tous les droits que leur donne la Cour, la Section prendra contact avec les groupes de femmes internationaux, nationaux et locaux qui travaillent dans des situations faisant l'objet d'analyses ou d'enquêtes du Procureur. Ces groupes serviront d'intermédiaires avec les victimes de sexe féminin, contribueront à leur participation à la procédure et à la satisfaction de leur droit à des réparations telles que prévues par le Statut de Rome, en leur expliquant les droits que leur confère ce Statut et en les aidant, avec toute la sensibilité et le soin voulus, à présenter leurs demandes de participation et de réparation.

La SPVR cherchera également à incorporer une sensibilisation aux comportements discriminatoires à l'égard des femmes dans la formation des organisations, agences et institutions qui travaillent directement avec les populations de victimes, de façon à satisfaire les besoins des victimes de sexe féminin. Enfin, la Cour va très prochainement publier une série de directives à suivre par l'ensemble de son personnel pour s'assurer que les personnes qui traitent directement avec les victimes soient sensibilisées aux problèmes d'équité entre les sexes.

## En bref :

### LE GREFFIER DE LA CPI LAURÉAT DU PRIX DE LA PRIMAUTÉ DU DROIT, DÉCERNÉ PAR L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DU BARREAU

Samedi 26 février 2005, lors d'une cérémonie qui a eu lieu à Amsterdam, le Conseil d'administration de l'Association internationale du Barreau a remis à M. Bruno Cathala, Greffier de la Cour pénale internationale, le Prix de la Primauté du droit. Cette prestigieuse récompense annuelle a été décernée à M. Cathala en reconnaissance de son dévouement à la cause de la primauté du droit au sein de la profession juridique.

Visitez notre site Internet : <http://www.icc-cpi.int>



## LE FONDS AU PROFIT DES VICTIMES : DERNIERS DÉVELOPPEMENTS

Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale prévoit un système d'indemnisation innovant, dans lequel l'indemnisation est considérée comme un élément constitutif essentiel du droit inaliénable à une réparation efficace, qui fait partie intégrante de l'exercice de la justice. Principale institution créée en faveur des victimes de crimes et de leurs familles, le Fonds a été constitué pour aider la CPI à sauvegarder leur droit à réparation et pour assister cette dernière à accorder les indemnités à ce titre.

A. Le Secrétariat du Fonds au profit des victimes  
La troisième Assemblée des États parties a approuvé la création d'un Secrétariat du Fonds au profit des victimes chargé d'apporter son soutien au Conseil de direction du Fonds dans l'accomplissement de ses missions. Ce Secrétariat travaillera sous l'entière autorité du Conseil de direction. Afin qu'il soit opérationnel, au plus tôt, l'Assemblée des États parties a décidé qu'il était essentiel de recruter immédiatement un responsable de la collecte de fonds. Le Secrétariat devrait être en place dans les prochains mois ; il commencera alors à mener des activités de sensibilisation et à recueillir des contributions volontaires.

B. Projet de Règlement du Fonds au profit des victimes  
Selon le Statut de Rome, c'est l'Assemblée des États parties qui décide des principes selon lesquels le Fonds est géré. Comme l'avait demandé la première Assemblée en septembre 2002, le Conseil de direction a présenté à la troisième Assemblée un rapport contenant un projet de Règlement. Mme Simone Veil, Présidente du Conseil de direction, a rappelé à cette occasion que l'adoption du Règlement du Fonds était d'une importance capitale si l'on voulait que le Fonds puisse s'acquitter de sa mission.

Lors de la troisième session de l'Assemblée des États parties, un Groupe de travail sur le Fonds au profit des victimes, présidé par Mme Gaile Ann Ramoutar, de Trinité-et-Tobago, a été chargé d'examiner le rapport du Conseil de direction, y compris le projet de Règlement du Fonds. Après un débat très approfondi, l'Assemblée a adopté une résolution proposée par le Groupe de travail, selon laquelle les première et deuxième parties du projet de Règlement du Fonds au profit des victimes s'appliqueraient à titre provisoire et la troisième partie, relative aux activités et projets du Fonds, ferait l'objet de travaux ultérieurs. Dans cette résolution, l'Assemblée des États parties a demandé à son Bureau d'examiner plus avant le projet de Règlement, au moyen d'un mécanisme approprié, en consultation avec les États parties et le Conseil de direction, et d'arrêter les critères devant régir la gestion du Fonds conformément aux dispositions pertinentes du Statut de Rome.

Le projet de Règlement du Fonds fera l'objet d'un nouvel examen en novembre 2005 lors de la quatrième session de l'Assemblée des États parties.

### État actuel des contributions et des engagements

Montant approximatif des engagements à ce jour	400 500,00 euros
Montant approximatif reçu par la Cour à ce jour	340 527,14 euros

*« C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole devant vous afin de représenter le Fonds au profit des victimes. C'est un moment historique, celui où vous, États parties, avez le pouvoir de donner au Fonds, que vous avez créé, les moyens d'accomplir son important mandat ; de faire que ce Fonds ne reste pas une promesse sans lendemain faite comme tant d'autres aux victimes, mais devienne une institution efficace à leur service. »*

*Extrait de l'allocation prononcée par Mme Simone Veil, Présidente du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes.  
Troisième session de l'Assemblée des États parties, 6 septembre 2004*



Conseil de direction du fond au profit des victimes

© ICC-CPI

### Nomination de l'attachée de liaison pour le Fonds au profit des victimes

Le 10 février, Tathiana Flores Acuna est entrée au service de la CPI en qualité d'attachée de liaison pour le Fonds au profit des victimes. Ses principales tâches comprennent la liaison entre le Conseil de direction du Fonds et la CPI, de même que l'apport d'une assistance au Conseil au moyen de la supervision et de la coordination de l'ensemble des questions administratives et juridiques. Elle sera également chargée de la coordination de tous les types de réunions et activités du Conseil de direction, ainsi que de la rédaction et du contrôle des documents, propositions et politiques pertinents, du point de vue tant juridique qu'opérationnel. Jusqu'à ce que le Secrétariat soit constitué, elle s'occupera de l'administration des contributions versées au Fonds et créera un réseau d'experts, de donateurs (y compris des États parties), de particuliers, d'organisations internationales et d'ONG.

Visitez notre site Internet : <http://www.icc-cpi.int>

# DERNIÈRES NOUVELLES CONCERNANT L'ASSEMBLÉE DES ÉTATS PARTIES



Le Comité du budgets et des finances - Quatrième session

## Quatrième session de l'Assemblée

**L**e Bureau de l'Assemblée a décidé que la quatrième session aurait lieu du 28 novembre au 3 décembre 2005 à La Haye, avec une reprise de la session à New York les 26 et 27 janvier. Lors de cette reprise de session, l'Assemblée procédera à l'élection de six juges et de six membres du Comité du budget et des finances.

## Comité du budget et des finances

Le Comité du budget et des finances a tenu sa quatrième session à La Haye, du 4 au 6 avril 2005. Il a examiné plusieurs questions, au nombre desquelles celle des locaux de la Cour, un rapport préliminaire sur le budget 2004, les hypothèses révisées du Procureur pour 2005 et l'état d'avancement de la préparation du budget 2006 ; il a également étudié des rapports sur les achats, les ressources humaines, l'assistance judiciaire et le plan stratégique de la Cour. Le Président du Comité a informé le 7 avril les ambassades à La Haye des résultats de la session.

## Groupes de travail du Bureau

En application de la résolution ICC-ASP/3/Res.8, adoptée par l'Assemblée le 1<sup>er</sup> décembre 2004, le Bureau de l'Assemblée a créé deux groupes de travail, basés à La Haye et à New York et coordonnés respectivement par les ambassadeurs Gilberto Vergne Saboia (Brésil) et Allieu Ibrahim Kanu (Sierra Leone). Le Groupe de travail de New York a été chargé d'examiner les relations avec l'Organisation des Nations Unies (y compris la question d'un bureau de liaison de la CPI auprès de l'ONU), le projet de Règlement du Fonds au profit des victimes, et les arriérés des États parties. Le Groupe de La Haye devra examiner la question des locaux permanents de la Cour, des questions relatives à l'État hôte (y compris l'Accord de siège pour sa partie concernant l'Assemblée), et le projet de Code de conduite professionnelle des conseils.

Le Groupe de travail de La Haye a tenu deux réunions, le 31 janvier et le 28 avril 2005 et a

consacré ses premières discussions au projet de Code de conduite professionnelle des conseils. Il a constitué pour ce faire une Équipe spéciale composée des États parties ayant soumis des observations sur le projet de Code et de tout autre État intéressé. Des représentants des trois organes de la Cour ont également participé à ces réunions. L'Équipe spéciale s'est réunie toutes les trois semaines ; le 25 mai, elle avait déjà tenu cinq réunions.

## Réunion intersessions sur le crime d'agression

La deuxième réunion intersessions du Groupe de travail spécial sur le crime d'agression aura lieu du 13 au 15 juin 2005 au Liechtenstein Institute on Self Determination de la Woodrow Wilson School de l'Université de Princeton aux États-Unis. La participation à cette réunion se fait uniquement sur invitation. Le formulaire d'inscription et tous les autres documents pertinents peuvent être téléchargés par les invités à l'adresse suivante : <https://www.princeton.edu/~lisd/ISSmeetin g05>.



**Événements à venir :****8 juin Séance d'information destinée au corps diplomatique (Bruxelles) :**

8 juin 2005, la Cour pénale internationale organise une séance d'information à l'intention du corps diplomatique au siège de la Commission européenne à Bruxelles. À cette occasion, le Président, Philippe Kirsch le procureur adjoint Serge Brammertz, le Greffier Bruno Cathala, et le Directeur du Secrétariat de l'Assemblée des États parties Medard Rwelamira, informeront les États dont les représentations diplomatiques sont aux Pays-Bas et en Belgique du travail réalisé depuis la dernière session de l'Assemblée.

**20-24 juin : Rencontres avec des ONG**

Entre le 20 et le 24 juin 2005, la prochaine réunion de stratégie entre la Cour et les organisations non gouvernementales, se tiendra au siège de la Cour, à La Haye. L'objectif principal de cette réunion est de discuter de moyens additionnels pour renforcer le dialogue entre la Cour et les ONG.

**Derniers documents publiés****Chambre préliminaire I**

26.04.2005 - Décision relative à la requête du Procureur aux fins de la prise de mesures en vertu de l'article 56

21.04.2005 - Décision de tenir des consultations en vertu de la règle 114

14.03.2005 - Décision concernant la demande d'autorisation d'interjeter appel déposée par le Procureur

09.03.2005 - Décision relative à la position du Procureur concernant la décision de convoquer une conférence de mise en état rendue par la Chambre préliminaire I le 17 février 2005

**Chambre préliminaire III**

04.02.2005 - Election du juge président de la Chambre préliminaire III

Pour consulter ces documents sur notre site Internet :

[www.icc-cpi.int/organs/chambers/chambers\\_decision.html&1=fr](http://www.icc-cpi.int/organs/chambers/chambers_decision.html&1=fr)

**99 États parties au Statut**

Le 12 mai 2005, la République dominiquaise a ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, portant à 99 le nombre d'États parties au Statut.

Parmi eux, 27 sont membres du groupe des États d'Afrique, 25 sont membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, 15 sont des États d'Europe orientale, 20 sont des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et 12 sont des États d'Asie. 139 États en sont signataires du statut.

**La CPI fête la Journée internationale de la femme**

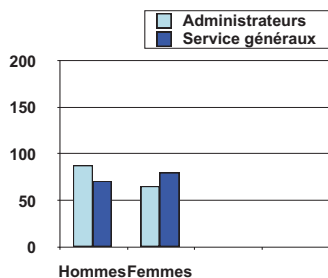
Le vendredi 11 mars 2005, l'ensemble du personnel de la Cour pénale internationale a été invité par le Réseau des femmes de la CPI à une brève présentation intitulée « L'égalité entre les sexes au-delà de 2005 : construire un avenir plus sûr ». Lors de cette présentation, la vice-présidente Akua Kuenyehia et le Greffier Bruno Cathala ont officiellement marqué le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Journée internationale de la femme du mardi 8 mars.

M. Cathala a rappelé que :

selon les dernières statistiques, les femmes représentent 47 % du personnel de la CPI recruté sur la base d'un contrat de plus d'un an. Elles occupent 42 % de l'ensemble des postes d'administrateur. Ce pourcentage reflète le nombre de candidatures féminines reçues par la Cour.

La Cour a toutefois encore du chemin à parcourir et doit encourager les femmes à postuler aux postes d'encadrement étant donné le nombre insuffisant de candidatures féminines à ce niveau. La Cour s'efforce de créer des conditions de travail permettant de concilier vie familiale et vie professionnelle. Tout cela participe aussi des principes qui gouvernent le fonctionnement de la Cour.

Le Greffier a conclu en annonçant la décision prise par la Cour ce jour là de rendre désormais possible le travail à temps partiel au sein de l'organisation.

**Dernières mises à jour concernant le recrutement à la CPI**

La CPI compte 306 employés originaires de 57 pays, dont 147 hommes et 159 femmes.

Non-inclus:

- 22 postes électifs
- 97 postes temporaires

Vous pouvez nous faire part de vos commentaires et suggestions concernant ce quatrième numéro par courrier électronique ([pio@icc-cpi.int](mailto:pio@icc-cpi.int)) ou par fax +31 70 515 85 55, en précisant dans la rubrique objet : « La lettre de la CPI ».

[Cliquez sur le texte souligné pour atteindre une page ou pour accéder à plus d'informations](#) INDEX P.1 P.2 P.3 P.4 P.5 P.6 P.7 P.8 P.9

Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands / Post Office Box 19519, 2500 CM The Hague, The Netherlands

Maanweg 174, 2516 AB La Haye, Pays-Bas / Boîte Postale 19519, 2500 CM La Haye, Pays-Bas

Tel.: +31 70 515 85 15 Fax.: +31 70 515 85 55 <http://www.icc-cpi.int>

ISBN : 92-9227-000-1